

Cote 554

THÉÂTRE RÉVOLUTIONNAIRE.



LIBERTÉ, ÉGALITÉ,
FRATERNITÉ

ou



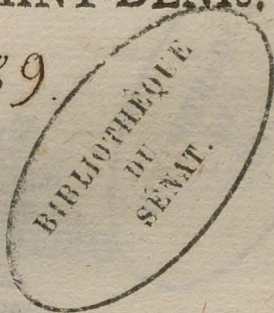


CHEVRIER
LIBRAIRIE CHEVRIER

REAGNOLLIANVIRE
CHEVRIER

LES
BAVARDAGÈS
POLITIQUES
DE LA RUE SAINT-DENIS.

1789.



LES DAVARAGES

POLITIQUES

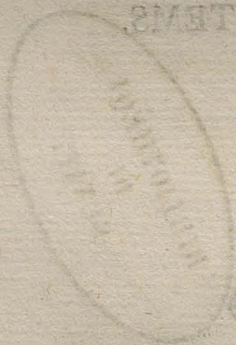
DE LA

RUE SAINT-DENIS,

OU

CONVERSATIONS TRÈS-ROUGEES,

sur les affaires d'ETATS.



A. AMSTERDAM.

1782



N O T E

D E L'É D I T E U R.

LE Public est inondé de Pamphlets ; je n'en ai lu aucun , parce que je suis pauvre & qu'il faut être riche pour se les procurer. M. Véradic , chez lequel j'ai l'honneur d'être garçon de magasin , les achete tous ; mais aussi inexorable que le Parlement , il les brûle pour la plupart , en disant des injures aux Auteurs : l'un est un vil esclave ; l'autre un homme à préjugés ; celui-ci est payé par des traîtres pour invektiver le Ministre vertueux , dont le nom seul a sauvé la Patrie ; celui-là est embéguiné des sottises de sa nourrice ; un autre , enfin , montre une vaste érudition , une connoissance parfaite de l'histoire de tous les siècles , comme s'il étoit besoin , au moment où l'on raisonne le plus , de

l'exemple des tems , où l'on raisonnoit le moins. En un mot, l'honnête M. Véradic exécute sans miséricorde les Auteurs qui ne lui plaisent point; les autres , il les enferme soigneusement , & je serois encore dans la plus profonde ignorance , de ce qui agite la Nation , sans une querelle qui s'éleva , la semaine dernière , entre un Abbé musqué , un César à talons rouges , qui vantoient leur naissance , leurs dignités , leurs prérogatives , & mon cher maître qui leur disoit franchement , que bientôt ils seroient plus modestes. M. Doucin , le meilleur & le plus modéré des marchands des six Corps , tirant M. Véradic par la manche , le força à la retraite. Il étoit tems ; le plumet s'étoit hérissé ; déjà il vouloit punir un petit bourgeois assez téméraire pour offenser un gentil-homme qui parloit de tactique , combats , sieges , marches , contre-marches , &c. bien mieux que les Saxons , les Villars , les Turenne & les Condés ;

un gentil-homme enfin , qui savoit approvisionner & nourrir les armées avec une économie & une sagacité inconcevables. L'abbé ne croit pas , mais l'œil en coulisfe & demi-clos , il disoit entre ses dents ; je te connois , je défendrai à ma petite d'acheter chez toi , & si quelque jour la sainte inquisition s'établit en France , comme je l'espere , je te promets M. Véradic étoit déjà bien loin.

Je dois donc à cette rixe l'avantage d'être , à-peu-près , au courant des affaires , parce que le grand pacificateur , M. Doucin , craignant une nouvelle guerre , a déterminé son ami à rester dans son arriere-boutique ; là , ils disputent amicalement chaque jour , j'écoute du comptoir , & graces à l'heureux talent de griffonner aussi vîte que la parole , j'écris avidement leurs discours. Si cette premiere conversation plaît au Public , je lui donnerai les autres , fans y faire le moindre changement. Tant pis , dira-t-on , vos In-

terlocuteurs ne sont pas Académiciens. Je le fais, mais je les cautionne, honnête-gens, excellens Patriotes, & les meilleurs serviteurs du Roi, quoiqu'ils ne possèdent ni titres ni pensions, & puis, dans ce moment, on a besoin de bons sens, & point du tout d'esprit ni d'éloquence. Ainsi pense M. Véradic, & M. Véradic a raison. Au surplus, ce petit Ouvrage ne déplaira pas aux personnes curieuses de lire dans l'âme du Tiers-Etat.





LES BAVARDAGES
POLITIQUES
DE LA
RUE SAINT-DENIS.

M. DOUCIN.

BONJOUR voisin ; vous le voyez , je suis de parole : ne vaut-il pas mieux causer ici tranquillement , que d'aller disputer dans un lieu public ? Je tremblois hier en vous entendant parler avec tant de chaleur , en présence de gens que nous ne connoissons pas , & dont quelques-uns paroissent irrités de vos discours.

M. VÉRADIC.

Ils avoient tort : je ne disois rien que de raisonnable.

M. D O U C I N.

Vous le croyez ; cependant on vous traitoit d'enthousiaste , de fanatique , de cerveau brûlé.

M. V É R A D I C.

De tels reproches ne pouvoient m'offenser. S'il est un fanatisme louable , c'est celui de la Patrie ; & pour être enthousiaste , il faut de l'âme , il faut sentir fortement.

M. D O U C I N.

Oui : mais il est toujours sage de s'exprimer avec modération. Avouez que vous heurtiez sans ménagement , ce que l'on est dans l'habitude de respecter ou craindre depuis long-tems.

M. V É R A D I C.

Qui ? la Noblesse , le Clergé ?

M. D O U C I N.,

Positivement.

M. V É R A D I C.

Mon ami , leur regne a trop duré , il est tems qu'il finisse , il est tems d'anéantir des abus horribles & désastreux.

M. V É R A D I C.

Et qui opérera cette grande révolution ?

Les Etats-Généraux ? De bonne-foi , pensez-vous qu'ils s'en occupent ?

M. VÉRADIC.

Ils le devront du moins , & s'ils ne le font pas , je les considérerai , non , comme les restaurateurs , mais comme les ennemis de la Patrie. Au surplus , je ne suis pas tranquille sur le résultat de cette Assemblée. Peut-être , de nouveau obstacles

M. DOUCIN.

On les surmontera ; nous avons pour nous le meilleur des Rois & le plus sage des Ministres.

M. VÉRADIC.

D'accord : mais le bien général contrarie trop les intérêts de nos vieux tyrans , pour qu'ils ne s'opposent pas de toutes leurs forces à ce qui pourroit le produire. Savons-nous encore comment & par qui la Nation sera représentée ?

M. DOUCIN.

Personne n'ignore que le Tiers - Etat aura seul autant de Représentans que la Noblesse & le Clergé réunis.

M. VÉRADIC.

Je le souhaite , je l'espère & n'en suis pas plus tranquille. Les Députés de la Nation (car c'est ainsi que je nomme le Tiers-Etat) auront-ils assez de force ou d'énergie pour résister à l'influence de deux Ordres trop jaloux de leur prééminence , sur-tout de leurs immunités pour y laisser porter atteinte ? Pourquoi des Prêtres à cette Assemblée ? Par état , ne sont-ils pas exclus de toute Administration politique ? Sont-ils Peres , Epoux , Citoyens , exercent-ils des Arts ou Métiers , sont-ils Cultivateurs ! ont-ils & doivent-ils remplir d'autres fonctions que celles du Sacerdoce ? Dans les siècles d'ignorance & de superstition , tems malheureux dont ils ont trop profité ! presque seuls ils faisoient lire ; la nécessité vouloit que l'on recourût à leurs talens ; mais aujourd'hui qu'il y a beaucoup , & peut-être trop de lumières dans toutes les classes de la société , n'y a-t-il pas de la foiblesse à les appeler à une Assemblée où ils ne porteront , comme autrefois , que l'hypocrisie , l'ambition , l'égoïsme , l'intrigue & la cabale ?

M. DOUCIN.

Vous envoyez donc le Clergé chanter son breviaire & confesser les bonnes-gens.

M. VÉRADIC.

Ne raillons pas , M. Doucin , parlons sérieusement. Que sont vos Prélats ou plutôt que doivent-ils être ? Les Ministres d'une religion sainte , ennemie de l'orgueil , de l'ambition , du faste & de l'avarice , commandant à tous & à chacun de mépriser les richesses & les honneurs , & de porter le plus tendre amour au prochain. Si notre divin Législateur exige ces vertus de tout Chrétien , à plus forte raison , doivent-elles caractériser les hommes chargés de nous prêcher sa morale sublime. Reconnaissez-vous là votre Clergé ? Lui qui ose se dire le premier Ordre du Royaume ; lui qu'une ambition demesurée dévore sans cesse ; lui qui prétend se mêler de toutes les parties de l'Administration ; lui qui porte fastueusement les titres les plus pompeux ; lui qui regorgeant de richesses , les consume dans le luxe , la mollesse & très-souvent dans la plus crapuleuse débauche ; lui mais non , voulez-vous le juger mieux ? Parcourez l'histoire : vous le verrez souffler la discorde sur la terre , semer les dissensions , les troubles & les horreurs des guerres civiles , armer au nom de Dieu , d'un Dieu de clémence , de concorde & de paix ,

le Frere contre le Frere , le Pere contre ses
 Enfans , les Peuples contre le Souverain , vous
 le verrez , un Christ en main , commander le
 crime , le carnage & la dévastation , vous le
 verrez ébranler le trône , insulter , persécuter
 les Rois comme les Sujets , s'ériger en Maître ,
 en Juge de l'Univer , & subjuguier les esprits
 par les terreurs de la superstition ; vous le
 verrez extorquer de la foiblesse de nos aïeux des
 biens immenses , & s'enrichir en prêchant
 la pauvreté ; vous le verrez encore

M. D O U C I N.

Doucement , mon ami , comme vous j'ai
 frémi à la lecture de toutes ces horreurs ;
 comme vous je gémis de voir combien le
 Clergé se tient éloigné de ses devoirs. Mais
 laissons-là cette matiere. Il vous répugne que
 les Prêtres forment un Ordre , vous êtes fâché
 qu'ils ayent une représentation aux Etats ; vous
 voudriez qu'ils s'occupassent uniquement du
 soin de prêcher par leur conduite , encore plus
 que par leurs discours , la pratique des vertus
 Chrétiennes , qu'on ne les vît enfin , qu'à l'au-
 tel. En cela , tout le monde est d'accord avec
 vous , & je me suis dit cent fois ce dont vous
 alliez me donner un long détail ; mais que

voulez vous faire contre un usage presqu'aussi ancien que la Monarchie ? Ni vous ni moi nous n'empêcherons qu'il soit suivi dans les circonstances actuelles ; formons des vœux pour qu'il ne soit pas funeste.

M. V É R A D I C.

Il le fera , Monsieur , il le fera : le Clergé se tait , son silence m'est suspect ; je tremble.....

M. D O U C I N.

Rassurez-vous ; ses efforts désormais seroient impuissans : la France n'est plus fanatique , elle raisonne.

M. V É R A D I C.

Je ne suis pas entierement de votre avis. Sans doute la Nation connoît ses intérêts , elle apperçoit les vices & les abus qu'il faudroit détruire ou corriger ; mais encroutée qu'elle est dans ses vieux préjugés , la raison l'éclaire & ne l'échauffe pas ; elle voit le mal , en gémit d'abord , rit ensuite & l'oublie , jusqu'à ce qu'une crise nouvelle amene d'autres douleurs qui se terminent de même. Le moment présent est tout pour elle. C'est à cette légereté insouciance , qu'il faut attribuer notre position déplorable. Puisse l'excès de nos maux faire sentir enfin la nécessité d'une

réforme dans la constitution. Je le desire sans l'espérer.

M. DOUCIN.

Pourquoi ? Ces craintes blessent également le Monarque qui commande notre félicité & l'Assemblée respectable qui doit l'opérer.

M. VÉRADIC.

Eh ! Monsieur , je suis tranquille sur les intentions du Roi , mais je vois à cette *Assemblée* deux Ordres ambitieux & jaloux de leurs privilèges ; j'y vois les éternels oppresseurs de la Nation ; j'y vois un million d'intérêts particuliers heurter l'intérêt général.

M. DOUCIN.

Ils s'y briseront , croyez-moi , & j'aurai quelque jour le plaisir de vous faire rougir de vos terreurs. Mais vous ne m'avez encore rien dit de la Noblesse. L'empêcherez-vous aussi de veiller à la conservation de ses droits ; pour le coup , je vous trouverois déraisonnable.

M. VÉRADIC.

Vous parlez comme si les vôtres étoient nuls : dites-moi donc s'il en est de plus sacrés que ceux d'une Nation entière ? est-il , uste que vingt millions

lions de François demeurent perpétuellement les victimes d'un préjugé imbécile ? Que sont vos Nobles ? Des hommes comme vous & moi, comme le porte-faix qui est à ma porte ; pas autre chose. La Noblesse n'est qu'une chimere aussi nuisible que ridicule. Il n'y a qu'une espece d'hommes.

M. DOUCIN.

Belle nouvelle ! Tout le monde fait cela.

M. VÉRADIC.

Oui : tout le monde le fait , & tout le monde agit comme s'il l'ignoroit. On a la bassesse de ramper aux pieds de ces êtres qui nous ruinent & nous méprisent. Nos ancêtres étoient des sots & nous le sommes plus qu'eux de laisser subsister leurs bévues.

M. DOUCIN.

Vous vous échauffez , M. Véradic , déjà vous annoncez un système , qui , s'il étoit adopté , renverseroit absolument les Sociétés les mieux établies. Dans toute espece de Gouvernement , il faut que la Nation soit divisée en plusieurs classes , qu'il y ait des rangs , des distinctions , des prééminences , & une subordination graduelle ;

B

détruisez cette Hiérarchie si nécessaire , vous n'aurez bientôt que trouble & confusion.

M. V É R A D I C.

N'allez pas plus loin , mon cher Monsieur , je fais cela comme vous , comme vous je sens la nécessité de l'inégalité des conditions ; mais ce dont je ne conviendrai jamais , c'est que l'on puisse admettre des hommes de deux races , l'une des tyrans , l'autre d'esclaves. On ne me persuadera pas que tel homme est plus parfait que tel autre , parce que le bisaïeul du premier aura commandé l'armée , tandis que les ancêtres du second auront exercé un Art , un Métier , ou cultivé paisiblement la terre. Ennoblissans les hommes , non les familles ; que celui qui montre des vertus & des talens utiles , obtienne un emploi honorable ; qu'il jouisse de certaines distinctions , de certains privileges , & qu'il soit revêtu d'une mesure quelconque de puissance & d'autorité , rien de plus juste ; mais que ses enfans rentrent dans la classe de simples Citoyens , qu'ils végètent dans l'obscurité s'ils ne peuvent ressembler à leur pere. Il est aussi absurde de les récompenser des services & du merite de leurs auteurs , que d'étendre sur la famille & la postérité d'un coupable , la honte de son supplice. Je le

répète, l'hérédité de la Noblesse est le comble de la déraison. Je ne connois, moi, qu'une famille noble, c'est celle du Monarque, non parce qu'elle est plus ancienne, mais parce que la Nation l'a choisie pour occuper le Trône à l'exclusion de toute autre.

M. D O U C I N.

Où sont donc les conséquences de cette hérédité ? Je ne les vois point du tout.

M. V É R A D I C.

C'est que vous ne voulez rien voir, c'est que vous avez cette bonhomie que l'on respire sur les bords de la Seine. Quoi ! vous n'êtes pas humilié de sentir vous & vos enfans exclus des grands emplois, des honneurs & des dignités.

M. D O U C I N.

Bon ! Ne suis-je pas le maître d'ennoblir demain toute ma postérité, il ne m'en coûtera que de l'argent. Mais je ne suis pas assez fou pour mettre mes enfans dans le cas de rougir de celui qui les auroit rendus Gentilshommes.

M. V É R A D I C.

Je suis content de vous, voilà ce qui s'appelle raisonner, & plutôt-à-Dieu que l'on eût toujours

eu la façon de voir & de penser dont je vous félicite, il resteroit à peine vingt ou trente Maisons anciennes, & l'on pourroit, sans inconvéniens, les laisser jouer avec leur marote.

M. D O U C I N.

J'étois bien certain de votre approbation ; mais ne nous écartons pas de notre objet. Il étoit question des conséquences de l'hérédité de la Noblesse.

M. V É R A D I C.

Voici pour vous en donner une idée. A peine ces êtres prétendus Nobles, & d'une nature privilégiée, ont-ils vu le jour, que l'on peut annoncer leurs destins. Celui-ci commandera les Armées, celui-là brillera dans la carrière diplomatique, l'un fera respecter le pavillon François sur les deux mers, l'autre deviendra le Chef suprême de la Justice, un autre, enfin, jouira des honneurs lucratifs de l'Episcopat. Ils naissent Gentilshommes, infailliblement ils auront les talens & les vertus nécessaires.

M. D O U C I N.

Où nous menera cette ironie ?

M. VÉRADIC.

Eh bien ! les prédictions s'accomplissent. Le premier devient Général & ne feroit pas un bon Caporal de Milice ; le second va chez l'Etranger faire admirer son luxe & le génie de son Secrétaire ; le troisieme livre honteusement nos flottes à l'ennemi ; le quatrieme devient Chancelier & l'horreur de la Nation, & le cinquieme faux, intriguant, flatteur, par état & par ambition, après avoir trompé la Religion du Monarque, & mis la France à deux doigts de sa perte, va solliciter, à Rome, le chapeau que souilla jadis l'infâme Dubois, succession digne à tous égards de celui qui la réclame.

M. DOUCIN.

Voilà un fort vilain tableau.

M. VÉRADIC.

Il est d'après nature ; mais ce n'est pas tout : réfléchissez aux exemptions, privileges, & immunités attachées à la Noblesse, à son orgueil puéril, au mépris qu'elle montre pour le reste de la Nation, & à l'abus odieux qu'elle fait de ses richesses & du pouvoir qu'elle doit à notre

pusillanimité. Dites-moi , M. Doucin , n'est-il pas équitable , ou plutôt de nécessité absolue , dans tous les Gouvernemens possibles , que chaque individu contribue de sa personne , de ses biens , & de son industrie , à l'avantage de la chose publique ?

M. DOUCIN.

Plaisante question !

M. VÉRADIC.

C'est pourtant ce que ne fait pas votre Noblesse ; elle se croit dispensée de porter , avec la Nation , le fardeau des charges publiques. Ne mériterait-elle pas d'être considérée comme étrangère à la Patrie ?

M. DOUCIN.

Ah ! M. Vêradic , ne savez-vous donc pas que les privilèges , dont vous demandez l'anéantissement , sont aussi anciens que la Monarchie ?

M. VÉRADIC.

Je le fais parfaitement ; mais il ne m'a pas échappé comme à vous d'observer qu'anciennement les Seigneurs étoient obligés de

fournir au Monarque certain nombre de guerriers , en proportion de l'étendue de leurs possessions territoriales. Nos ancêtres , assez lâches pour gémir sous le joug de la vassalité , étoient alors soldés par la Noblesse , aujourd'hui nous la payons , n'est - il pas juste d'annéantir ses privilèges ? Je vais plus loin : non-seulement elle ne peut équitablement prétendre à des exemptions pécuniaires , mais elle doit encore se considérer comme une des causes principales du mauvais état des finances. Si elle avoit cessé de jouir de ses privilèges au moment de l'anéantissement du régime féodal ; en un mot , si elle avoit contribué comme nous , depuis un siècle seulement , aux dépenses de l'Administration , le Peuple n'auroit pas été foulé par des impôts multipliés , & le déficit qui nous effraye , n'existeroit pas.

M. DOUGIN.

Bon ! D'après votre raisonnement , la Noblesse seule devroit le remplir , encore ne seroit-elle pas quitte envers nous.

M. VÉRADIC.

Oui , Monsieur , elle le devroit , non pas

seule, mais avec le Haut Clergé, les Corps Privilegiés, les Moines inutiles & la finance.

M. DOUCIN.

Vous ne faites pas attention que la source des prérogatives de la Noblesse a jailli de ses veines déchirées pour le salut & la gloire de la Patrie, & qu'elle s'acquitte honorablement en continuant de répandre son sang au milieu des combats.

M. VÉRADIC.

Quel galimatias ! J'entends chaque jour répéter cette phrase qui n'a pas le sens commun. Ne croit-on pas que nos très-braves, mais très-fots ancêtres, dormoient tranquillement, tandis que les demi-dieux alloient combattre & mourir pour eux. Ne croiroit-on pas encore que les Nobles sont aujourd'hui les seuls défenseurs de la Patrie ! Morbleu ! s'ils la servent, ne sont-ils pas généreusement, & trop généreusement payés, & la guerre ne moissonne-t-elle pas mille roturiers pour un Gentilhomme ?

M. DOUCIN.

Il me semble que le traitement des Officiers en général est très-foible.

M. VÉRADIC.

Il est plus que suffisant. Au surplus, si hasarder sa vie pour la chose publique étoit assez pour s'acquitter envers elle, c'est au malheureux soldat qu'appartiendrait cet avantage ; mal nourri, mal vêtu, mal payé, assujetti à une discipline rigoureuse, supportant les fatigues les plus pénibles, les privations les plus humiliantes, écrasé du mépris de ses chefs, sans perspective du côté de la gloire, sans espoir du côté de la fortune ; & n'entrevoyant qu'un hôpital pour ressource dernière, triste asyle où il n'est reçu qu'à la veille d'expirer ; c'est lui, c'est le soldat qui mérite de la Patrie, non votre Noblesse, jouissant de tous les avantages du commandement, & toujours certaine d'obtenir des titres, des dignités, & ce qu'elle trouve meilleur encore, des pensions.

M. DOUCIN.

N'a-t-on pas vu de simples Soldats parvenir aux plus hautes distinctions ?

M. VÉRADIC.

Oui : mais un Ministre... Quel Ministre ! Il faut l'oublier.

M. DOUCIN.

Je vous entends : on leur a fermé la porte des honneurs & de la fortune. C'est une basse injustice , pourtant je n'en suis pas fâché ; cela retiendra peut-être nos jeunes gens. Revenons sur nos pas. Une vérité incontestable , c'est que la Noblesse a fourni de grands hommes , & beaucoup d'honnêtes gens.

M. VÉRADIC.

J'en conviens , & personne ne les admire & ne les respecte plus que moi. Mais pensez-vous qu'ils se fussent moins distingués pour n'être pas nés Gentilshommes , & que cette Roture si nombreuse , si utile & si dédaignée , soit incapable de produire des Généraux , des Ministres , des Magistrats , des Négociateurs & des Prélats habiles & vertueux ?

M. DOUCIN.

Il faudroit être fou pour avoir cette idée , qui seroit démentie par l'expérience de tous les tems & de tous les Pays.

M. VÉRADIC.

Eh ! pourquoi donc avoir une noblesse hé-

réritable, au lieu d'une noblesse personnelle ? Je ne fais si nos Représentans s'éleveront contre cet abus ; mais j'ose prédire qu'il ne subsistera pas long-tems.

M. DOUCIN.

Oseriez-vous l'attaquer, Monsieur le Rodomont, si vous aviez séance aux Etats-Généraux.

M. VÉRADIC.

Oui, je l'oserois, & m'y croirois obligé.

M. DOUCIN.

Je vous donnerai ma voix. Mais ce n'est pas tout : vous avez déclamé contre l'hérédité de la Noblesse ; vous l'avez représentée comme ridicule & humiliante pour la Nation ; il faut à présent me faire connoître en quoi cette Noblesse est onéreuse, indépendamment de ses privilèges & exemptions pécuniaires.

M. VÉRADIC.

Je vous aurai bientôt satisfait. Ouvrez l'Almanach Royal, & tremblez à la vue de cette liste de Maréchaux de France, de Lieutenans-Gé-

néraux, de Maréchaux de Camp & de Brigadiers. Il y en a pour conduire toutes les Troupes de l'Univers. Et ces Gouverneurs de Province, Lieutenans pour le Roi, ces Commandans qui ne commandent & ne gouvernent rien, & ces Etats-Majors de Places, démantelées depuis deux siècles & à cent lieues des frontieres, & ces Commandeurs, Grands-Croix de deux ou trois Ordres très-nombreux, & ces grands & petits Officiers de la Couronne, dont la Couronne se passeroit parfaitement. Que sai-je ? Je n'aurois jamais fini. Ajoutez aux dépenses énormes qu'entraîne cette inutile multiplicité, trente millions à peu près de pensions répandues sur la Noblesse, & dites-moi s'il est possible que tout cela ne pese pas horriblement sur la Nation. C'est de ce côté-là, Monsieur, que l'on devoit porter le ciseau de la réforme, non sur de malheureux Commis gagnant à peine un mauvais diné. Pour économiser cent ou deux cent mille écus, on a plongé une multitude de gens honnêtes & laborieux dans la misere & le désespoir, tandis qu'il étoit facile de centupler cette économie par des suppressions justes & nécessaires; mais il est plus aisé de sacrifier le timide agneau que le loup dévorant.

M. DOUCIN.

Vous avez raison ; cependant il faut des récompenses & des retraites aux Nobles, qui ont usé leur jeunesse & leur fortune au service de la Patrie.

M. VÉRADIC.

Quoi ! vous croyez que l'on se ruine au Service ! Désabusez-vous : j'ai connu des Officiers qui y ont amélioré leur fortune, & c'étoient les plus estimables. On se ruine dans les Armées, dans les Garnisons, comme à Paris, par la mauvaise conduite, le jeu, les catins, le luxe & la débauche. Sont-ce là des titres pour obtenir des récompenses & des indemnités. Je ne répéterai pas ce que j'ai dit touchant les pauvres Soldats, ce sont eux qui succombent sous les fatigues, & leurs Chefs en recueillent le fruit.

M. DOUCIN.

Il y a eu de tout tems des injustices & des abus. Le foible a toujours été opprimé & le fera toujours.

M. VÉRADIC.

Quel discours ! & c'est un homme, un Fran-

çois du dix-huitième siècle qui ose le tenir. Nous appercevrons les injustices, les abus, sans les poursuivre, sans prononcer leur destruction ! Ne le croyez pas, la Nation s'est éclairée ; elle a secoué le joug avilissant du préjugé ; le moment approche où elle fera valoir ses droits, sa puissance & sa dignité. Elle ne sera plus opprimée, parce qu'elle n'est plus aveugle sur ses intérêts, parce qu'elle a le sentiment de ses forces.

M. DOUCIN.

Tout doux, mon ami, vous étiez si timide, il n'y a qu'un instant ; vous trembliez, disiez-vous, & voilà que vous prenez un ton prophétique ; réprimez ce zèle trop violent & hors de saison. Attendez que vous soyez un des Représentans de notre bonne Ville.

M. VÉRADIC.

Point de raillerie, Monsieur, si j'étois nommé, je saurois justifier le choix de mes Electeurs. Malheur à celui qui trahiroit la confiance de ses Compatriotes ; j'élèverois la voix pour qu'il fût honteusement chassé, & livré à l'exécration publique.

M. DOUCIN.

Si l'on ne vous écoutoit pas , si la majorité vous désapprouvoit....

M. VÉRADIC.

Je rougirois pour elle , & me retirerois , en pleurant la perte de la Patrie.

M. DOUCIN.

Voilà qui est très-beau , mais nous n'en sommes pas là. Au surplus , cette Noblesse que vous proscrivez sans miséricorde , n'annonce-t-elle pas que le privilége dont elle est la plus jalouse est celui de nous protéger.

M. VÉRADIC.

Nous protéger ! Quel orgueil ! Et contre qui , s'il vous plaît ? contre les Ennemis ? nous la payons ; contre le Clergé ? leurs intérêts sont communs. Il y a long-tems que ces deux Ordres ont arrêté notre ruine & notre avilissement. Morbleu , nous n'avons pas besoin de la protection de cette Noblesse. Qu'elle nous paye , & nous la tiendrons quitte du reste.

M. DOUCIN.

C'est bien de cela qu'il s'agit : ne solliciteriez-vous pas , comme un autre , l'appui de quelque grand Seigneur, s'il étoit question d'obtenir une grace ou un emploi ?

M. VÉRADIC.

Mon ami ! les secours que l'on tire de ces Seigneurs , que vous nommez Grands , sont très-rarement désintéressés. Qui soutiennent-ils de leur crédit ? leurs Valets , les parens , les amis , les protégés de leurs Valets , (car ceux-ci protègent aussi) & très-souvent les favoris de leurs perfides Catins. Ils détournent les yeux de l'homme qui ne fait valoir que ses talens & ses besoins , pour accueillir celui qui flatte ou leur orgueil ou leur cupidité. Les grands & les petits emplois sont vendus ou donnés à des hommes dont la crasse ignorance est le moindre défaut. Combien je vous citerois de Financiers opulens , sortis de l'anti-chambre , nobles aujourd'hui comme leurs anciens Maîtres , plus riches qu'eux , & protégeant de leur bourse ceux qui les ont portés dans le chemin de la fortune. Combien je vous nommerois de ces illustres Protecteurs ,
partageant

partageant annuellement le fruit du travail ou des rapines de leurs créatures. Cessez, cessez de me vanter la protection des Grands; je la regarde comme une peste dangereuse; c'est par elle que le vrai mérite se trouve en concurrence avec l'impéritie, & que celle-ci obtient la préférence; c'est par elle que les scélérats échappent à la rigueur des Loix; c'est par elle que différentes parties de l'Administration sont confiées à des fripons qui s'engraissent du malheur de la Patrie; c'est par elle que des particuliers convaincus des malversations les plus odieuses, ou continuent de jouir paisiblement de leurs emplois, ou en obtiennent de plus avantageux; c'est par elle que des femmes corrompues savent se soustraire à l'autorité de leurs familles; c'est par elle que d'honnêtes gens expient.....

M. DOUCIN.

En voilà assez, M. Vêradic, vous voyez tout en noir; pour moi je me rappelle d'avoir usé avec avantage du crédit d'un grand Seigneur; certainement je ne demandois rien de contraire à la justice, & mon protecteur se contenta d'un simple remerciement.

M. VÉRADIC.

Et son Secrétaire ?

M. DOUCIN.

Bon ! ce fut une misère ; ce brave homme n'avoit que ses six cens livres. Il faut que tout le monde vive.

M. VÉRADIC.

Six cens livres, que de grandeur ! quel excès de générosité ! Vous en fûtes donc quitte pour quelques louis ?

M. DOUCIN.

Non, j'avois eu la connoissance de Monseigneur, par le moyen d'une Danseuse, à laquelle il ne donnoit guères que mille écus par mois ; il falloit bien se sauver du reproche d'ingratitude.

M. VÉRADIC.

Admirez, admirez, M. Doucin ; je ne m'y oppose pas ; le trait est réellement beau ; mais il ne me fera pas changer d'avis. Permettez-moi de vous faire une question. Pourquoi avoir

cherché un protecteur . puisque votre demande étoit juste , vous n'en aviez pas besoin ?

M. DOUCIN.

Sans doute : mais j'avois un adversaire fortement protégé , & j'aurois infailliblement succombé , si . . .

M. VÉRADIC.

Je l'aurois gagé. Vous aviez chacun un vigoureux champion ; le vôtre a été le plus fort ; je vous en félicite de tout mon cœur. Où en auriez-vous été , si la petite avoit secondé votre adversaire ?

M. DOUCIN.

Je devois prévoir la malignité de votre observation , vous êtes tellement prévenu

M. VÉRADIC.

Mon ami , je ne le suis pas , je vais le prouver. Je connois des Nobles dignes des plus grands éloges & de la profonde vénération ; par malheur , le nombre en est petit. Ceux-ci mettent leur bonheur à exercer la bienfaisance , à secourir les infortunés. On les voit rarement

à la Cour ; ils ne font d'aucune cabale ; ils n'intriguent point pour se glisser dans le Ministère ; ils font tout pour mériter des distinctions & non rien pour les obtenir ; & s'ils jouissent des privilèges attachés à leur naissance , dont ils ne tirent pas vanité , c'est qu'ils ne veulent ni se singulariser ni ameuter contre eux l'Ordre où le hazard les a fait naître. Quoique simples Bourgeois, je les visite souvent , & souvent ils honorent ma maison de leur présence. L'un d'eux me disoit hier : ah ! mon ami ! quel Roi nous avons ; comme il aime ses Peuples ; il est plus que leur pere , & il se trouve des François assez vils , assez ingrats pour contrarier ses vues de justice & de bienfaisance ; & ces gens-là se disent les soutiens de la Patrie , les gardiens des Loix , & les ministres du Maître de tout. Quels blasphêmes ! Ce bon Prince avoit raison ; il est difficile de faire le bien ; mais il ne faut pas désespérer, avec de la constance & de la fermeté , les obstacles disparaîtront , la France ne sera plus qu'une famille , & les François seront tous freres , ils auront enfin une Patrie. Quel bonheur pour notre Monarque ! il aura fait celui de vingt-cinq millions d'hommes. Son regne obscurcira les siècles passés , & deviendra le modele des siècles à venir. Puisset-il

contempler long-tems son ouvrage ; puisse son vertueux & infatigable Ministre ne pas s'effrayer des clameurs vaines & méprisables des ennemis de sa Patrie adoptive.

M. DOUCIN.

C'étoit pourtant un Noble qui tenoit ce discours.

M. VÉRADIC.

Oui, morbleu, c'étoit un Noble, & si les autres pouvoient lui ressembler, je conseillerois au Roi d'ennoblir tous ses Sujets.

M. DOUCIN.

Ce seroit le vrai moyen d'anéantir les privilèges. Malheureusement la chose est impraticable. Mais, Monsieur Véradic, est-il réellement possible que des Gentilshommes conviennent que leur noblesse soit une chimere ?

M. VÉRADIC.

Monsieur, il n'en est aucun, à moins qu'il ne soit tout-à fait stupide, qui ne soit intérieurement persuadé de cette vérité.

M. DOUCIN.

Je ne suis pas d'accord avec vous. Certainement celui qui m'a rendu service, n'est pas un sot ; cependant je l'ai vu froncer le sourcil, & tout prêt à me refuser son appui, parce que je ne le traitois pas de Monseigneur, après avoir donné, malgré lui, cette qualification au Ministre dont je sollicitois la Justice.

M. VÉRADIC.

Eh bien, mon cher, votre grand protecteur est un très-petit homme, à mes yeux, aux yeux de tout le monde, & peut-être à ceux de ses laquais. Au surplus, il vous a protégé gratuitement ; je ne dois pas trouver mauvais que vous vous déclariez son défenseur ; mais souvenez-vous de ne jamais lui rien demander, sans avoir vu d'abord Monsieur son Secrétaire & la petite Danseuse, sur-tout n'oubliez pas le Très-Haut & Très-Puissant Seigneur.

M. DOUCIN,

Je vous entends : brisons-là, aussi bien j'entends quelqu'un.

M. VÉRADIC.

Eh ! C'est notre ami , c'est Monsieur Ironet.
Allons , soyez le bien venu.

M. IRONET.

Bon jour , Messieurs , ne vous trouvant point
au Café , je me suis douté que je vous ren-
contrerois ici.

M. DOUCIN.

Ma foi ! vous venez fort à propos , voici un
Démon qui déchire impitoyablement les Gentils-
hommes.

M. IRONET.

Il a grand tort.

M. VÉRADIC.

Non : c'est le bon Monsieur Doucin , qui
est l'optimiste le plus outré que je connoisse ;
il est à genoux devant tous les préjugés , c'est
le très-humble adorateur de la Noblesse.

M. IRONET.

Il a raison , & bientôt vous ferez de son

avis, Ignorez-vous donc la conduite noble & généreuse des Gentilshommes Bretons,

M. DOUCIN.

Ah ! Monsieur Ironet , je vous en prie, qu'ont-ils fait ?

M. IRONET.

Des merveilles. . . . Ils ont payé des Valets & une canaille insensée, pour assommer le Tiers-Etat,

M. VÉRADIC.

Et le Tiers - Etat ?

M. IRONET.

S'est défendu vigoureusement.

M. VÉRADIC.

Il ne reste donc plus de Noblesse en Bretagne ?

M. IRONET.

Doucement, s'il vous plaît, les choses ne sont pas allés si loin. On compte quelques morts

& quelques blessés de part & d'autres, & tout est à-peu-près calme à présent.

M. DOUCIN.

Vous triomphez, Monsieur Vêradic, tout vient à l'appui de votre cause. Je veux pourtant essayer de vous réconcilier avec un Ordre que vous traitez un peu trop sévèrement. S'il a eu tort en Bretagne, en Franche-Comté, en Provence, en Artois & en Bourgogne, la conduite n'a-t-elle pas été admirable, dans le Dauphiné, dans la Lorraine & dans le Roussillon ? N'avez-vous pas été touché du zèle patriotique de trente Ducs & Pairs, & de la généreuse protestation de vingt-deux Gentilshommes Franc-Comtois, enfin ne remarquez-vous pas avec plaisir que la plus grande partie des Nobles se soumet à porter avec nous le poids des impositions.

M. VÉRADIC.

Quel homme ! Il a été le premier à me traiter d'enthousiaste, parce que je rendois à ces braves gens, aux Dauphinois sur-tout, un hommage mérité, hommage que leur doivent tous les bons François, & voici.....

M. DOUCIN.

J'en conviens, mais vous n'avez fait aucune

attention au désintéressement que montre presque toute la Noblesse.

M. VÉRADIC.

C'est que je ne suis point du tout pressé de croire & d'admirer. J'attends, Monsieur, j'attends que votre Noblesse se soit expliquée aux Etats : ses représentans devront confirmer cette renonciation à des privilèges abusifs ; alors je lui donnerai des éloges, mais je n'admirerai pas, elle aura seulement fait son devoir. Ce qui est juste aujourd'hui, l'étoit nécessairement il y a deux siècles, & elle n'a pas voulu s'en apercevoir ; le Royaume a été réduit aux plus dures extrémités, le peuple a été abîmé de subsides, & elle n'est pas venue à son secours ; maintenant que le cri du Peuple se fait entendre du fond des Provinces, que le malheureux paysan demande du pain quand on lui parle d'impôts, que les finances sont épuisées, que d'horribles abus ont fait naître un déficit énorme, que le crédit national est chancelant, que la patrie menacée d'une ruine prochaine, ne peut s'en garantir, que par des réformes heureuses dans sa constitution ; maintenant, dis-je, que la Nation, stimulée par l'impérieuse nécessité, ouvre les yeux, reconnoît ses droits &

veut les faire valoir ; la Noblesse consent enfin à céder ce qui doit lui être enlevé : je ne vois point de mérite dans ce prétendu sacrifice. Mais cette renonciation est-elle sincère ? N'est-il pas permis de former des doutes , quand la Noblesse , d'accord avec le Clergé , demande impérieusement qu'aux Etats-Généraux les opinions soient comptées par ordre , au lieu de les recueillir par tête ? Espère-t-elle que le Tiers-Etat sanctionnera ses délibérations , parce qu'elles sont infailliblement celles des Prêtres ? Ou se flatte-t-elle d'arrêter par-là , toute décision qui contrarieroit ses prétentions ? Enfin , veut-elle que l'Assemblée Nationale , ne soit , comme les précédentes , qu'une farce ridicule & sans dénouement ? Non , Monsieur , je n'admirerai pas , je ne prodiguerai pas des louanges prématurées ; j'attendrai.

M. DOUCIN.

Mais si la Noblesse & le Clergé s'obstinent à vouloir cette forme , si le Tiers-Etat persiste à soutenir celle que vous adoptez , & qui me paroît en effet la plus raisonnable , nécessairement l'Assemblée se séparera sans avoir rien conclu , & nous tomberons dans un état pire

que le premier. N'est-il pas à désirer que le Tiers-Etat cede sur ce point, plutôt.....

M. VÉRADIC.

Céder ! Tout seroit perdu , nous deviendrions plus que jamais esclaves & malheureux, Vous ne voyez pas le piege, mais on saura l'éviter ; & s'il arrivoit qu'un seul de nos représentans fût assez lâche pour mollir sur ce point important, il faudroit le déclarer infâme, & l'ennemi de sa patrie.

M. DOUCIN.

Eh bien , les représentans des deux premiers Ordres se retireroient.

M. VÉRADIC.

Le Monarque resteroit à la tête de l'Ordre qui constitue réellement la Nation, il écouterait ses plaintes, ses demandes, & ses avis ; il diroit, Nous voulons, & vingt millions de voix tonneroient. Nous voulons. Qui oseroit répondre à ce cri terrible ? Qui oseroit appeler des Loix de Louis, le citoyen ? De Louis, le pere & l'ami des François ?

M. IRONET.

Ce Monsieur Véradic est un méchant homme; qu'en pensez-vous, mon pauvre Doucin? Vous voilà tout étourdi, je le suis presque autant que vous, car s'il arrivoit que l'on députât cette mauvaise tête aux Etats, ce qui est très-possible, il seroit capable de souffler le poison du patriotisme dans l'ame des représentans du Tiers-Etat, & Dieu fait comment nos Evêques & nos talons rouges se trouveroient éloignés de leur compte. Souhaitons, mon ami, que les Députés de la Nation ne lui ressemblent point.

M. DOUCIN.

Messieurs, vous vous êtes donné le mot pour me tourmenter, je vous cede le champ de bataille. Adieu : je reviendrai demain, dans l'espoir de trouver M. Véradic un peu plus froid, & M. Ironet moins railleur.

M. VÉRADIC.

A demain, n'y manquez pas, car j'ai encore bien des choses sur le cœur.

M. IRONET.

Oui, venez, tous trois nous tiendrons les
Etats-Généraux.

Et Monsieur Doucin partit; Monsieur Ironet
& mon Maître le suivirent de près : celui-ci
disoit, en s'en allant, c'est un bon homme
qui tient encore aux vieilles idées ; il a du
bon sens, il apperçoit la source de nos maux,
mais il craint les secousses d'une révolution,
qui nous guériroit pour toujours : & Monsieur
Ironet disoit, hélas ! Nous avons bien des
Doucins !

F I N.

